

Le présent numéro est accompagné de deux tables des matières contenues dans les deux premiers volumes, avec titre et couverture spéciale.

Si la série de quelque abonné n'est pas complète, nous nous ferons un plaisir d'expédier les numéros qui manquent, à ceux qui nous en feront la demande.

On voudra bien se rappeler que l'abonnement, payable d'avance, commence le premier septembre de chaque année ; qu'on ne peut s'abonner pour moins d'un an ; que toute personne qui recrute cinq abonnements a droit à un abonnement gratis ; et que nous considérerons comme abonné, quiconque ne nous renverra pas le premier numéro de la nouvelle année.

UN DANGER SOCIAL

Sous ce titre, l'*Union Libérale* fait un tableau de nos mœurs politiques, que nous croyons devoir reproduire en partie, et sur lequel nous attirons l'attention de nos lecteurs :

“.....L'élection d'un représentant, dans un grand nombre de comtés, ressemble aujourd'hui bien plus à un marché qu'à un choix libre et consciencieux. Si le mal continue de s'aggraver dans la même proportion, bientôt les principes, la discussion seront hors de propos. On ne demandera plus au candidat s'il est honnête et intelligent, mais s'il a le gousset bien garni et la main ouverte. Le sac d'écus sera le bélier qui enfoncera toutes les portes et prendra d'assaut toutes les consciences.

“Il n'est pas besoin de longues recherches pour découvrir qu'un tel état de choses constitue un danger imminent pour nos institutions. C'est la négation même du gouvernement représentatif.

“La cause en est dans la distinction que l'on veut faire entre la morale publique et la morale privée.

“Il n'y a pourtant qu'une morale. S'il y avait une différence, c'est que l'on devrait être plus sévère dans l'application des principes lorsqu'il s'agit de l'intérêt de la communauté. Enlever ou refuser à un candidat au vote que la confiance lui a acquis, est un vol plus condamnable que la soustraction de son porte-monnaie. Et les conséquences en sont incomparablement plus funestes.

“Telle ne semble pas être l'opinion, au moins en pratique, de la plupart de nos hommes politiques, d'un grand nombre d'électeurs et même de quelques membres du clergé.

“Nous avons entendu de braves curés dire à leurs paroissiens qu'ils n'étaient pas obligés de perdre leur temps pour les beaux yeux de tel ou tel monsieur, et qu'ils pouvaient au moins faire payer